

Dossier de presse

Avril 2020

« Réformer l'éducation »

Numéro 83 de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*

Un numéro coordonné par Jean-Marie De Ketele, professeur émérite à l'Université catholique de Louvain



FRANCE
ÉDUCATION
INTERNATIONAL

ALLIANCE
SORBONNE
UNIVERSITÉ

Revue

SOMMAIRE

Communiqué de presse	3
Au sommaire de ce dossier	4
Introduction	
Jean-Marie De Ketele.....	4
La notion de réforme en éducation est-elle encore pertinente aujourd'hui ?	
Antonio Novoa.....	4
Qu'est-ce qu'une réforme éducative réussie ? Une réflexion sociologique	
Xavier Pons.....	4
Réformes éducatives : attentes et conduite du changement	
Mamadou Ndoye.....	4
Les comparaisons internationales, la science et l'expérimentation au cœur des réformes en éducation	
Jean-Michel Blanquer.....	5
Les syndicats enseignants et les réformes éducatives : une relation forcément conflictuelle ?	
Jose Weinstein.....	5
Faire réussir les filles. Prescriptions et réalités	
Patrick Rayou.....	5
Les questions de financement ont-elles un réel impact sur la réussite des réformes en éducation ?	
Thierry Chevaillier et Yannick Tenne.....	5
Comment concilier qualité et équité dans les réformes en éducation ?	
Élisabeth Bautier et Jacques Marchand.....	5
Quelle mesure de la qualité dans les réformes éducatives ?	
Stéphane Foin et Roger-François Gauthier.....	6
Vers une gouvernance apprenante	
Anne-Marie Bardi et Jean-Pierre Véran.....	6
Les systèmes éducatifs formels ont-ils un avenir ?	
Mark Bray.....	6
Les réformes à l'horizon 2030 dans les pays de l'OCDE	
Éric Charbonnier et Pierre Gouédard.....	6
L'avenir de l'école, mais dans quel monde ? Un point de vue nord-américain	
Claude Lessard.....	7
Regards sur l'éducation en Afrique subsaharienne à l'horizon 2040	
Alioune Sall.....	7
L'avenir des dispositifs d'éducation non formelle	
Abdel Rahamane Baba-Moussa.....	7
Réformer avec et pour les jeunes	
Ma-Umba Mabilia et Gisèle Menye Langue.....	7
La gouvernance « par le milieu » à l'ère de changements politiques complexes	
Andrew Hargreaves.....	7
Confiance et responsabilité : un chemin vers l'équité ?	
Louis M. Gomez, Anthony S. Bryk et Angel Bohannon.....	8
Réformer l'éducation : travailler ensemble au bien commun en développant une intelligence collective	
Jean-Marie De Ketele.....	8
Les auteurs	9
La Revue internationale d'éducation de Sèvres	15
Catalogue	16
France Éducation international	17

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

France Éducation international a le plaisir de vous annoncer
la parution du n°83 de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* :

Réformer l'éducation

Le 83e numéro de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* s'intéresse à un enjeu qui concerne tous les pays du monde : « réformer l'éducation ». Il poursuit la réflexion engagée lors du colloque international sur « Les conditions de réussite des réformes en éducation », qui avait réuni à France Éducation international, en juin 2019, 60 intervenants – chercheurs, décideurs politiques et praticiens – venus de 30 pays.

Pour ce numéro, une vingtaine de grandes voix ont été sollicitées dont celle de l'actuel Ministre français de l'éducation et de la jeunesse, Jean-Michel Blanquer. Il leur a été demandé non seulement de livrer leur analyse de l'état actuel de l'éducation dans le monde et des voies et moyens de l'améliorer mais aussi de se risquer à parler du futur : comment ces experts respectés et écoutés au plan international envisagent-ils l'éducation à l'horizon 2030 ou 2040 ?

Tous les auteurs ont joué le jeu, en veillant à s'entourer des garde-fous et précautions intellectuelles nécessaires. Trois grandes parties structurent l'ouvrage : questions préalables ; sur les conditions pour réussir les réformes en éducation ; l'avenir de l'éducation. Si les éclairages proposés divergent parfois, ce qui ressort des différentes contributions n'est pas ordinaire. On voit bien que quelque chose de nouveau se prépare ou est parfois déjà en place, et qui n'est pas le seul fait des pays de l'OCDE.

Un peu partout dans le monde, on observe les limites des conceptions top-down ou bottom-up des réformes. Le numéro met en lumière un appel partagé à des formes de gouvernance horizontale intermédiaire, au-delà des considérations idéologiques, et une évidence : en matière de réforme, les praticiens ont un rôle clé à jouer. Ce qui est en train de se passer pour l'école est-il aussi en germe aussi dans d'autres secteurs, tels que la santé ?

Un numéro coordonné par Jean-Marie De Ketele, professeur émérite à l'Université catholique de Louvain

ISBN : 978-2-85420-626-5

Prix : 17 € hors frais d'envoi en format papier et 13,99 € dans les librairies en ligne

Commande : éditions Didier : 01 44 41 31 31 - contact@editions-didier.fr

À l'occasion du 25e anniversaire de la revue, et avec l'aimable autorisation des éditions Didier, diffuseur de la revue, le numéro sera disponible intégralement en ligne dès le 17 juin sur OpenEdition (<https://journals.openedition.org/ries/>).

AU SOMMAIRE DE CE DOSSIER

Coordination : Jean-Marie De Ketele, professeur émérite à l'Université catholique de Louvain

Introduction

Jean-Marie De Ketele

Ce numéro 83 de la Revue internationale d'éducation de Sèvres, intitulé « réformer l'éducation », fait suite au colloque international organisé par la revue en juin 2019, sur le thème des « conditions de réussite des réformes en éducation ». Il rassemble une vingtaine de contributions organisées selon trois axes : 1) quelles questions préalables faut-il se poser quand il s'agit de concevoir, implanter et évaluer un processus dit de « réforme » ? ; 2) quelles conditions de réussite se retrouvent inmanquablement dans tout processus de réforme ? ; 3) quelles perspectives sont déclinées par les experts et les organisations internationales pour penser les systèmes éducatifs à l'horizon 2030 ?

Questions préalables

La notion de réforme en éducation est-elle encore pertinente aujourd'hui ?

Antonio Novoa

Nous vivons un temps de changements inédits dans les conceptions de l'apprentissage, de l'École et de l'éducation. Suite à l'affaiblissement de la notion de réforme et à son remplacement par d'autres formes plus pragmatiques d'action politique qui ont conduit à une approche consumériste, nous avons besoin de transformer l'École en pensant l'éducation comme un bien commun. En ce sens, la notion de réforme peut encore être utile.

Qu'est-ce qu'une réforme éducative réussie ? Une réflexion sociologique

Xavier Pons

Il ne s'agit pas dans cet article de proposer une théorie de ce qu'est une réforme réussie en éducation mais plutôt de développer trois idées sur la question de la mise en œuvre des réformes dans ce champ : 1) contrairement aux modèles développés dans certaines synthèses internationales soucieuses de distinguer les facteurs de réussite d'une réforme, il n'y a pas de meilleure façon de faire ; 2) face à cette incertitude, l'incrémentalisme et le privilège parfois donné aux approches pragmatiques par les responsables politiques ne semblent pas constituer des alternatives véritables, notamment parce qu'il reste difficile de contrôler la cohérence d'ensemble des actions mises en œuvre dans cette logique ; 3) peut-être une solution est-elle alors à chercher dans ce que Patrice Duran appelle « la révolution des conséquences » en matière d'action publique. Il en ressort qu'une réforme éducative réussie n'est pas impossible, à condition de chausser les bonnes lunettes pour l'apprécier. Celle-ci désignerait alors une action publique partielle, aux effets négatifs indésirables limités, et qui permet à un groupe d'acteurs significatif de se coordonner de manière constructive pour atteindre des objectifs communs... que les résultats suivent ou non.

Réformes éducatives : attentes et conduite du changement

Mamadou Ndoye

À partir d'une typologie basée sur les attentes et les leviers de changement, l'article identifie trois types de réforme : additif/quantitatif, correctif/adaptatif et refondateur/transformationnel. La réflexion sur les facteurs de réussite/d'échec ouvre sur les défis posés à la conduite du changement : assurer la continuité dans la durée, reproduire les réussites, disposer de capacités d'innovation, intégrer l'effet-système. Les leçons de ces défis plaident pour une conduite du changement en éducation orientée vers le développement spiralaire : apprendre de l'expérience et de la recherche pour un perfectionnement continu par bonds successifs vers l'École du futur, déjà à l'œuvre dans le présent.

Sur les conditions pour réussir les réformes en éducation

Les comparaisons internationales, la science et l'expérimentation au cœur des réformes en éducation

Jean-Michel Blanquer

À partir d'une interrogation sur le défi majeur posé aux politiques éducatives dans un monde qui change radicalement sur le plan technologique, le ministre français de l'éducation nationale et de la jeunesse expose sa vision du sens, des objectifs et des conditions de réussite de la politique éducative. À l'heure où nous vivons un changement de civilisation en matière d'accès au savoir, il s'agit de garantir la transmission des savoirs existants aux enfants, notamment en matière de culture scientifique et technologique, et de personnaliser davantage la pédagogie. Trois éléments peuvent éclairer le chemin vers ces deux objectifs que sont l'élévation générale du niveau et la justice sociale : la science, la comparaison internationale, l'expérimentation. La formation initiale et continue des professeurs et l'amélioration du bien-être et de la confiance en l'école sont les principales conditions pour faire évoluer en profondeur les politiques publiques d'éducation.

Les syndicats enseignants et les réformes éducatives : une relation forcément conflictuelle ?

Jose Weinstein

Les syndicats enseignants sont ordinairement présentés comme des adversaires coriaces face à toute réforme éducative. Ainsi, très souvent, les autorités ne souhaitent pas les associer aux transformations qu'elles poursuivent, ce qui affecte la légitimité de ces changements aux yeux de la profession. Toutefois, quelques exemples internationaux permettent d'identifier des facteurs qui rendent possible la participation des organisations enseignantes. Ainsi, la construction d'une culture de la recherche du consensus, l'identification d'objectifs qui correspondent à des besoins ressentis par les enseignants, ou la délimitation de lignes d'actions qui permettent la participation des enseignants sont déterminants. L'art de la politique, capable de construire des coalitions amples favorables au changement, doit être faire partie des attributs d'un processus réformateur.

Faire réussir les filles. Prescriptions et réalités

Patrick Rayou

Malgré le volontarisme des législateurs, les réformes en matière de scolarisation des filles n'obtiennent souvent que des résultats mitigés. Les cas du Mali et de la France montrent que, dans des contextes très différents, les bénéfices tirés par les filles de leurs succès scolaires demeurent inférieurs à ceux des garçons. Sont en cause les rôles socialement différenciés des hommes et des femmes, soutenus par des imaginaires éducatifs de nature à perpétuer les inégalités d'éducation. Pour éviter que de tels insuccès n'incitent au renoncement, il importe de prendre simultanément en compte la question des genres et celle des rapports sociaux de domination.

Les questions de financement ont-elles un réel impact sur la réussite des réformes en éducation ?

Thierry Chevaillier et Yannick Tenne

Le financement est souvent considéré comme secondaire dans la conception et la mise en œuvre des réformes éducatives. C'est parfois le financement de l'éducation lui-même que fait l'objet de réforme en transférant une partie de la charge entre collectivités publiques soit à des acteurs privés, entreprises ou familles soit en instaurant de nouveaux canaux pour le financement des écoles. La difficulté principale que soulèvent les réformes éducatives est d'estimer les financements nécessaires et de s'y tenir. Prendre en compte le coût des réformes dans la définition des priorités politiques nécessite d'être capable d'en mesurer les effets et de les comparer. Ces contraintes contribuent à la difficulté de juger de l'échec ou de la réussite des réformes éducatives.

Comment concilier qualité et équité dans les réformes en éducation ?

Élisabeth Bautier et Jacques Marchand

Cet article s'appuie sur quatre études de cas présentant des situations d'inégalités devant la scolarisation (Maroc, Catalogne, Nouveau-Brunswick, Côte d'Ivoire) pour distinguer et définir les concepts d'équité et de qualité. Les analyses de ces situations, décrites dans un second temps, amènent à constater que si les politiques et dispositifs en faveur de l'équité ont bien été mis en place dans les cas étudiés, ni les unes ni les autres n'entraînent obligatoirement la qualité de la scolarité et

des apprentissages scolaires. Ces analyses permettent également de mettre en évidence, dans un troisième temps, des conditions de mise en œuvre de ces politiques et dispositifs efficaces : importance de la participation des populations concernées et de leur accord, participation des instances locales associatives ou scolaires, qui peuvent aussi relayer un projet national, relations entre chercheurs et acteurs dans certains cas. C'est donc cette relation entre différents acteurs, instances et niveaux d'actions qui peut fonder au moins la volonté d'équité dans la scolarisation, premier pas nécessaire vers la qualité en éducation.

Quelle mesure de la qualité dans les réformes éducatives ?

Stéphane Foin et Roger-François Gauthier

Depuis une vingtaine d'années, on a vu le mot de « qualité » apparaître dans le langage de l'éducation, sans qu'on s'interroge assez. Ni sur les difficultés à définir la qualité en éducation : parle-t-on de la qualité des conditions, difficiles à mesurer, ou des résultats, sur lesquels il est souvent aussi difficile de s'entendre ? Ni sur l'intérêt qu'il y aurait à ce qu'au-dessus de la différence des contextes, un faisceau d'indicateurs permette, à l'échelle des systèmes comme à celle des écoles elles-mêmes, de mesurer avec quelque objectivité la valeur de l'éducation.

Vers une gouvernance apprenante

Anne-Marie Bardi et Jean-Pierre Véran

Depuis la fin du xxe siècle, la gouvernance est apparue comme marquant une rupture avec un mode de gouvernement fonctionnant selon un modèle descendant. L'analyse des évolutions survenues dans le gouvernement de l'éducation conduit à constater l'apparition d'un gouvernement partagé bien loin de tenir les promesses d'une gouvernance reposant sur la confiance donnée aux acteurs à toutes les échelons de l'éducation. À partir d'exemples, la mise en œuvre d'une « gouvernance apprenante » apparaît une des conditions du succès des réformes en éducation.

Légitimation et légitimité des réformes

Denis Meuret

Les recherches empiriques sont aujourd'hui mobilisées pour justifier certaines réformes de l'école. Des évaluations empiriques vérifient que la mise en œuvre d'une politique tient bien ses promesses. C'est un grand progrès : cela évite que, au nom de telle ou telle idéologie, on s'entête dans une voie erronée. C'est donc à cause de leur caractère révisable, partiel que les approches empiriques sont supérieures aux autres. Mais cela a pour conséquence qu'il ne faut pas attendre de la recherche une vérité du même type que les vérités idéologiques. En réalité, les réformes (leur conception, leur justification auprès des acteurs) doivent aussi s'appuyer sur des récits qui indiquent, de façon plus générale que les recherches empiriques, dans quelles voies l'école doit s'engager pour servir le monde qui vient.

L'avenir de l'éducation

Les systèmes éducatifs formels ont-ils un avenir ?

Mark Bray

Des siècles de développement ont conduit les systèmes éducatifs formels à devenir des piliers essentiels de la société, avec la réalisation de la scolarisation universelle aux niveaux primaire et secondaire inférieur et l'inscription de la majorité des groupes d'âge concernés dans le secondaire supérieur. Le développement des systèmes pour en arriver là a été remarquable. Mais des forces extérieures remodelent actuellement les systèmes éducatifs formels. Dans de nombreux contextes, il ne s'agit pas tant d'un processus actif et descendant de réforme que d'un processus de changement ascendant ou horizontal. Cet article met en lumière les implications des progrès technologiques et de l'érosion de la suprématie de l'école à travers l'expansion des formes de soutien scolaire privé « de l'ombre ». À la question de savoir si les systèmes éducatifs formels ont un avenir, notre réponse courte serait donc « Oui, mais... ».

Les réformes à l'horizon 2030 dans les pays de l'OCDE

Éric Charbonnier et Pierre Gouëdard

Penser l'éducation à l'horizon 2030 doit nous faire réfléchir aux grands enjeux du monde actuel, afin de préparer au mieux les jeunes à s'y intégrer. Les pays de l'OCDE ont bien saisi cette urgence, et non moins de 500 réformes éducatives ont été lancées depuis les années 2000. Elles couvrent un large spectre, qui s'étend des réformes visant à améliorer la qualité et l'équité à celles s'attaquant à la

gouvernance ou aux modes de financement. Pourtant, nombre d'entre elles ne se sont pas traduites dans les faits par des améliorations tangibles, souvent du fait de la faiblesse de la stratégie de mise en œuvre qui leur était associée. Quels sont donc les ingrédients indispensables à une réforme réussie ? Comment établir une stratégie de mise en œuvre cohérente ?

L'avenir de l'école, mais dans quel monde ? Un point de vue nord-américain

Claude Lessard

Partant des scénarios de l'école de demain définis par l'OCDE en 2001, cet article fait le point sur la situation actuelle de l'éducation en général, avant d'analyser des évolutions possibles dans trois dimensions de l'institution scolaire : la mission de l'école (et son curriculum), la gouvernance et la pédagogie. Celles-ci sont marquées par le passage d'un cadre de politiques publiques typique de l'État-providence à un autre cadre propre à une « marchandisation » et à une individualisation de la vie sociale. Face à un avenir incertain, parions sur une école qui, à l'ère de post-vérité, affirme sa mission cognitive et sociale, manifeste sa capacité historique d'adaptation et prend le risque d'une gestion plus décentralisée.

Regards sur l'éducation en Afrique subsaharienne à l'horizon 2040

Alioune Sall

Quelles sont les évolutions possibles des systèmes éducatifs africains ? Ce continent vit de multiples transitions en termes de démographie, d'économie, de socialisation et de gouvernance. Compte tenu de celles-ci, trois grands types de scénarios sont envisagés : le premier, de type additif, prolonge les logiques éducatives actuelles ; le second, de type correctif, fait face aux déséquilibres actuels et s'adapte aux exigences du monde contemporain ; le troisième, de type transformatif, se fonde sur les valeurs africaines traditionnelles pour proposer un nouveau projet original sur les plans éducatif, social et de développement.

L'avenir des dispositifs d'éducation non formelle

Abdel Rahamane Baba-Moussa

Chaque pays doit identifier son « réseau d'apprentissage », car le système éducatif ne se réduit pas à la « forme scolaire ». Outre l'éducation formelle, il comprend l'éducation non formelle et informelle. En Afrique francophone tout particulièrement (mais pas seulement), l'éducation non formelle est indispensable, face aux insuffisances du système formel tant en efficacité interne qu'externe. Il s'agit donc de revoir l'architecture du système éducatif, en passant du paradigme de la scolarisation obligatoire au droit à l'apprentissage tout au long de la vie.

Réformer avec et pour les jeunes

Ma-Umba Mabila et Gisèle Menye Langue

Au sein de l'espace francophone, les jeunes, devenus très nombreux, veulent prendre part aux décisions concernant leur vie économique et sociale. Même si, parfois, ils manifestent leur désir de manière très brutale, il est encourageant de voir que les jeunes jouent un rôle dans les changements que nous vivons, sur le plan politique, économique et social. C'est dans cette perspective que se situe l'expérience que retrace brièvement cet article. Cette initiative vise à soutenir l'implication des jeunes dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques publiques de jeunesse, y compris en matière de réformes éducatives. L'expérience se déroule à Madagascar et en République démocratique du Congo (RDC), pays dans lesquels l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) accompagne un processus de dialogue entre les acteurs politiques et les jeunes en vue d'adopter des « pactes nationaux en faveur de la jeunesse », un ensemble d'interventions pensées et élaborées avec et pour les jeunes, garants du suivi des actions prévues.

La gouvernance « par le milieu » à l'ère de changements politiques complexes

Andy Hargreaves

Au cours des deux premières décennies du xxie siècle, les réformes de l'éducation ont eu pour principal objectif d'améliorer les résultats obtenus dans des domaines fondamentaux tels que la littérature et les mathématiques, et de renforcer l'équité en réduisant les écarts de résultats. Nous entrons maintenant dans une nouvelle ère où les défis sociaux et éducatifs sont différents et encore plus cruciaux, et où les moyens de les résoudre évoluent. S'appuyant sur des données provenant notamment de l'Ontario, cette contribution examine deux domaines interdépendants en matière de changement de politique : la réforme de l'évaluation et une stratégie d'amélioration reposant sur les concepts de « Collaborative Professionalism » et de « Leading from the Middle ». Ce dernier, en particulier, offre des pistes

prometteuses pour créer un système de gouvernance facilitant la mise en œuvre des réformes éducatives.

Confiance et responsabilité : un chemin vers l'équité ?

Louis M. Gomez, Anthony S. Bryk et Angel Bohannon

Ce ne sont pas les bonnes idées et les innovations qui manquent dans le champ éducatif. Pourtant, l'école actuelle demeure largement incapable de répondre aux besoins de l'ensemble des élèves, s'agissant notamment des élèves de couleur et des élèves pauvres. Pourquoi nos innovations ne parviennent-elles pas à créer une pression positive en faveur de l'équité ? Face à une trop grande variété des résultats dans une même situation, il est illusoire de vouloir prescrire ce qui a marché ailleurs. C'est au contraire en créant une grande « vigilance et conscience situationnelle » que l'on pourra, de façon fiable, faire face à la diversité des besoins et assurer plus d'équité.

Réformer l'éducation : travailler ensemble au bien commun en développant une intelligence collective

Jean-Marie De Ketele

« La notion de réforme est-elle encore pertinente aujourd'hui ? ». Ainsi s'est ouvert le colloque international organisé du 12 au 14 juin 2019 par la Revue internationale d'éducation de Sèvres. À la lumière des contributions de ce numéro, la réponse semble positive et optimiste, même si elle mérite d'être discutée et de ne pas être réduite à la seule conception top-down. Un raisonnement en trois temps est ensuite tenu : l'identification des leviers contextualisés pour réformer ; la nécessité d'installer un maillage collaboratif ; la proposition d'un scénario pour l'avenir. En premier lieu, les leviers sont essentiellement des acteurs (personnes et institutions) qui jouent ou joueront leur rôle de levier si l'on ne travaille pas sans eux, ni contre eux, ni simplement pour eux, ce qui implique de se demander à quelles conditions. Le maillage collaboratif implique de développer et valoriser des triangulations entre les acteurs au sein des différentes strates du système, à savoir : celle des « communautés locales d'apprentissage » ; celle de la « gouvernance par le milieu » ; celle de la « vision éducative » ; celle de la « vision socio-politique ». Enfin, suite à l'intelligence collective ainsi créée, le scénario actuel de la forme scolaire se transformerait progressivement pour aller non pas vers un scénario de rescolarisation mais vers un scénario des formes partenariales, où les divers lieux et espaces d'apprentissage seraient appelés à se multiplier autour d'un récit mobilisateur que l'on peut espérer au service d'un bien commun.

LES AUTEURS

Abdel Rahamane Baba-Moussa est professeur titulaire des Universités en sciences de l'éducation (CAMES) et secrétaire général de la Conférence des Ministres de l'éducation des pays de la Francophonie (Confemen). Il a été maître de conférences à l'Université de Caen (France) et à l'Université d'Abomey Calavi (Bénin) ainsi que consultant pour l'Unesco et pour l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Il préside le Réseau africain francophone d'éducation comparée (RAFEC) et a publié récemment sur le sujet de la prise en compte de la relation entre formation et emploi dans la réforme de l'éducation au Bénin.

Courriel : arbaba-moussa@confemen.org.

Anne-Marie Bardi est inspectrice générale honoraire de l'éducation nationale (France). Ancienne élève de l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, agrégée de mathématiques, elle a été professeure puis inspectrice d'académie-inspectrice pédagogique régionale de mathématiques. Elle s'est notamment beaucoup impliquée dans le développement de l'usage des technologies de l'information et de la communication dans l'enseignement en France et à l'étranger. Elle est membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

Courriel : anne-marie.bardi@orange.fr

Élisabeth Bautier est professeure des universités émérite en sciences de l'éducation à l'Université Paris 8. Très impliquée dans la recherche et formée en sciences du langage, elle a réalisé des travaux visant à comprendre les processus socialement situés qui sous-tendent la construction des inégalités scolaires. Elle a également assuré des activités d'expertise et d'évaluation de la recherche et de la formation pour l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) puis le Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (HCERES), pour l'AEQES (Fédération Wallonie Bruxelles). Elle a en outre exercé des responsabilités nationales et locales : responsable d'un laboratoire de recherche, présidente du Conseil national des Universités section 70, vice-présidente du conseil scientifique de l'Université Paris 8. Elle est membre du conseil scientifique de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

Courriel : bautier@wanadoo.fr

Jean-Michel Blanquer est ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse (France) depuis 2017. Juriste de formation, il a dirigé plusieurs établissements de recherche et d'enseignement supérieur (Institut des hautes études de l'Amérique latine, ESSEC) avant d'exercer la fonction de recteur des académies de Guyane, de Créteil, puis de directeur général de l'enseignement scolaire. Dans son ouvrage récent *Construisons ensemble l'École de la confiance* (Odile Jacob, 2018), il expose son projet pour l'école.

Angel Bohannon est doctorante en développement humain et politique sociale à la Northwestern University. Elle s'intéresse aux mécanismes d'amélioration à l'échelle des systèmes, ainsi qu'au rôle du leadership dans la mise en œuvre des réformes des mathématiques dans les collèges communautaires aux États-Unis.

Courriel : bohannon@u.northwestern.edu.

Alain Bouvier professeur émérite et ancien recteur, est le rédacteur en chef de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*. Il a dirigé des organismes publics, présidé des associations professionnelles au plan national et international (ADMEE-Europe), publié une quinzaine d'ouvrages et contribué à de nombreux autres. Il est membre de plusieurs comités de rédaction de revues et a lui-même publié plus de 150 articles. Il a donné des conférences sur les cinq continents et assuré de nombreuses formations d'enseignants (mathématique, didactique des mathématiques, évaluation...), de formateurs (communication, évaluation, animation de groupes...) et de cadres (management public et évaluation). Ses travaux actuels portent sur la gouvernance, l'évaluation de politiques publiques, les régulations, les organisations et les territoires apprenants. Il dirige par ailleurs la collection « Cadres service public ».

Courriel : alain.bouvier29@gmail.com.

Mark Bray est professeur émérite à la faculté d'éducation de l'Université normale de la Chine de l'Est (East China Normal University, ECNU), à Shanghai. Il est également professeur émérite de l'Université de Hong-Kong. Il a débuté sa carrière en tant qu'enseignant du secondaire au Kenya, puis au Nigeria, avant d'occuper des postes dans les universités d'Édimbourg, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Londres. Il s'est installé à Hong-Kong en 1986 et, de 2006 à 2010, il a été directeur de l'Institut international de planification de l'éducation (IIPE) de l'Unesco à Paris. Il a rejoint l'ECNU en 2018. Auteur de nombreux travaux sur le système de l'éducation de l'ombre et le soutien scolaire privé, dans une perspective comparative, il est par ailleurs membre du conseil scientifique de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

Courriel : mbray@hku.hk

Anthony S. Bryk préside la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, où il dirige des travaux sur la recherche et le développement en éducation, qui visent à encourager la collaboration entre chercheurs et praticiens pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage. Titulaire de la chaire Spencer en études organisationnelles à la School of Education et la Graduate School of Business de l'Université Stanford (2004-2008), il a contribué auparavant à la fondation du Center for Urban School Improvement, à Chicago. Il a également créé le Consortium on Chicago School Research. Membre de l'Académie nationale de l'éducation et de l'American Academy of Arts and Sciences, il a publié de nombreux ouvrages et récemment *Learning to Improve* (2015).

Courriel : bryk@carnegiefoundation.org

Éric Charbonnier est diplômé d'un troisième cycle universitaire en économie et en statistiques (Université de Dauphine). Analyste au sein de la direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE depuis 1997, il participe activement à la communication avec les médias francophones sur toutes les questions d'éducation. Il a dirigé pendant plusieurs années le Programme des indicateurs des systèmes d'enseignement (INES) de l'OCDE. Il travaille actuellement à l'élaboration de nouveaux indicateurs pour évaluer la qualité des systèmes d'accueil et d'éducation des jeunes enfants. Il conseille également les décideurs pour les aider à mettre en place leurs politiques d'éducation. Convaincu qu'une statistique est souvent plus fiable qu'une idée reçue, il anime un blog du journal *Le Monde* intitulé « L'Éducation déchiffrée ».

Courriel : eric.charbonnier@oecd.org.

Thierry Chevaillier est professeur émérite d'économie de l'éducation à l'Université de Bourgogne et chercheur à l'Institut de recherche sur l'éducation (IREDU/Université de Bourgogne). Ses recherches portent sur le financement de l'éducation et plus spécialement de l'enseignement supérieur, et privilégient une approche comparative et institutionnelle. Il est membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

Courriel : thierry.chevaillier@u-bourgogne.fr

Jean-Marie De Ketele est docteur en sciences de l'éducation et professeur émérite de l'Université catholique de Louvain (Belgique) et de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar, où il a créé la Chaire Unesco en sciences de l'éducation (1994). Reconnu mondialement comme pédagogue de grand talent, il est docteur honoris causa de plusieurs universités et a présidé l'Association internationale de pédagogie universitaire ainsi que l'Association pour le développement des méthodologies de l'évaluation en éducation (ADMEE-Europe). Il préside actuellement le conseil scientifique international du Test de connaissance du français (TCF) du FEI et celui du Conseil national pour le développement des sciences et de la technologie (CNPDEST à Dakar). Ses travaux portent principalement sur la pédagogie universitaire, sur l'évaluation des apprentissages et des systèmes éducatifs ainsi que sur l'engagement professionnel des acteurs de l'éducation et de la formation. Il dirige plusieurs collections d'ouvrages scientifiques aux Éditions De Boeck et est membre du conseil scientifique de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

Courriel : jean-marie.deketele@uclouvain.be.

Stéphane Foin est directeur général adjoint de France Éducation International (le nouveau nom du CIEP) depuis 2015. Agrégé de sciences sociales et ancien élève de l'IEP Paris, il a exercé pendant quinze ans dans le réseau culturel français à l'international, notamment comme conseiller de coopération et d'action culturelle en Indonésie et en Colombie.

Courriel : foin@ciep.fr

Roger-François Gauthier a occupé en tant qu'administrateur diverses fonctions au sein d'instances officielles françaises liées aux politiques éducatives, notamment comme inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles, professeur associé à l'Université Paris-Descartes, et invité dans plusieurs universités étrangères. Il travaille essentiellement sous l'angle des comparaisons internationales en éducation et particulièrement des questions curriculaires. Il est membre du comité de rédaction de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

Courriel : erefgauthier@gmail.com

Louis M. Gomez est professeur à l'Université de Californie, Los Angeles, membre de la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, chercheur en sciences sociales, il consacre ses travaux à l'amélioration de l'éducation. Ses recherches visent à soutenir la formation d'une communauté dans les écoles et au sein d'autres organisations, afin que les membres de ces communautés puissent créer des approches nouvelles et collaboratives de l'enseignement, de l'apprentissage et de l'évaluation. Il a œuvré avec des collègues pour que la « science de l'amélioration en réseau » (Networked-based Improvement Science) gagne le champ de l'éducation. Ses travaux visent à favoriser l'adoption d'une nouvelle perspective en matière de conception, d'ingénierie de l'éducation et de développement qui puisse aider à la catalysation d'initiatives pérennes et collaboratives. Son travail s'appuie en grande partie sur des coopérations très ciblées appelées « communautés pour l'amélioration en réseau » (Networked Improvement Communities).

Courriel : lmgomez@ucla.edu

Pierre Gouédard est analyste à la direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE. Il a dirigé la Japan Country Review, a fait partie de la Greek Country Review et de l'initiative galloise visant à transformer les écoles en organisations apprenantes. Économiste de l'éducation, il s'est intéressé aux questions concernant la carrière et la santé des enseignants, l'accès à l'enseignement supérieur, et a enseigné à Sciences Po, à la Sorbonne et à l'Université de Montréal.

Courriel : pierre.gouedard@oecd.org

Andrew Hargreaves est professeur invité auprès des universités de Hong Kong, d'Ottawa et de Stavanger (Norvège). Il a présidé l'International Congress of School Effectiveness and Improvement, été rédacteur en chef et fondateur du Journal of Professional Capital and Community, conseiller pour les questions éducatives auprès des Premiers ministres de l'Ontario et de l'Écosse, et a fondé l'Atlantic Rim Collaboratory (ARC) — un groupe de neuf nations engagées pour une définition large de l'excellence, de l'équité, du bien-être, de l'inclusion, de la démocratie et des droits humains [www.atrico.org]. Il exerce les fonctions de consultant auprès de l'OCDE, de la Banque mondiale et de différents gouvernements, universités et syndicats d'enseignants à travers le monde. Auteur de plus de 30 ouvrages, il a reçu de nombreux prix et a été fait docteur honoris causa des universités de Hong Kong et d'Uppsala (Suède). Il est membre de la Royal Society of Arts.

Courriel : andrew.hargreaves@bc.edu

Claude Lessard a été pendant quarante ans professeur de sociologie de l'éducation à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal, dont il a été le doyen de 1991 à 1995. Cofondateur du Centre de recherche interuniversitaire sur la formation et la profession enseignante (CRIFPE), il s'y est intéressé au travail enseignant et à l'analyse des politiques éducatives. Membre de l'Académie des sciences sociales (Société royale du Canada), il a été titulaire d'une chaire de recherche du Canada portant sur les métiers de l'éducation. De 2011 à 2015, il a été président du Conseil supérieur de l'éducation du Québec.

Courriel : claudio.lessard@umontreal.ca

Ma-Umba Mabilia est aujourd'hui expert-consultant indépendant, après avoir été directeur de l'éducation et de la jeunesse à l'Organisation internationale de la francophonie. Fort de plus d'une vingtaine d'années d'expérience sur le plan international, en matière d'appui technique et de gestion des programmes d'éducation, il a notamment travaillé en Côte d'Ivoire, à Haïti, au Nigeria, en RDC, au Togo, au service de diverses organisations dont le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) et l'Agence américaine pour le développement international. Il a également coordonné, pendant dix ans, des programmes de formation ainsi que la mise en œuvre de projets dans plusieurs pays, pour le compte de l'Université Johns Hopkins. Il a fait des études de communication et d'andragogie à l'Université de Montréal.

Courriel : maumba@hotmail.com.

Jacques Marchand a été chargé de mission-expert à l'Agence française de développement (AFD), division éducation formation emploi de 2000 à 2019, en charge de l'instruction et du suivi de programmes d'investissement et de réformes du secteur de l'éducation pour les ministères de l'éducation en Afrique principalement. Il a piloté pour l'AFD l'instruction et le suivi des programmes multi-pays Écoles et langues nationales (ELAN) et Accompagnement professionnel des enseignants (APPRENDRE). Référent thématique éducation de 2013 à 2018.

Courriel : marchandjac@outlook.fr

Gisèle Menye Langue a travaillé notamment en tant que spécialiste de programme.

Courriel : gismenye@gmail.com

Denis Meuret est professeur émérite de sciences de l'éducation à l'Université de Bourgogne-FrancheComté, chercheur à l'Institut de recherche en économie de l'éducation (Iredu), membre honoraire de l'Institut universitaire de France (2008-2013). Il travaille sur la régulation et l'équité des systèmes scolaires. Il est membre du conseil scientifique de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*.

Courriel : denis.meuret@orange.fr

Pierre-François Mourier est directeur général de France Éducation International. Conseiller d'État, ancien élève de l'École normale supérieure (rue d'Ulm), agrégé de lettres classiques, titulaire d'un DEA de lettres classiques, il a enseigné à l'Université de Lille 3, a été secrétaire de rédaction de la revue *Esprit* et directeur du département des sciences humaines de l'École nationale supérieure du Paysage de Versailles. Au début des années 2000, il devient conseiller pour l'éducation et la culture du Président de la République et, en 2002, il intègre le Conseil d'État comme maître de requêtes. Il a par ailleurs occupé les fonctions d'attaché culturel à New-York, puis entre 2007 et 2010, celle de consul général de France à San Francisco. Nommé ambassadeur de France en Slovénie en 2012 après avoir été deux années durant directeur général adjoint du Centre d'analyse stratégique, il dirige France Éducation International depuis mars 2018.

Courriel : mourier@ciep.fr

Mamadou Ndoye est diplômé en philosophie, en psychologie et en recherche en éducation. Ministre de l'alphabétisation, de l'éducation de base et des langues nationales du Sénégal (1993-1998), il a coordonné l'Initiative spéciale des Nations unies pour l'Afrique à la Banque mondiale et a été secrétaire exécutif de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) de 2001 à 2008. Expert principal de l'Étude sur l'enseignement de base de dix ans, il a coordonné en 2017 la Triennale de l'éducation de l'ADEA.

Courriel : mam.ndoye@gmail.com

Antonio Novoa est professeur à l'Université de Lisbonne, institution dont il a été président entre 2006 et 2013. Docteur en sciences de l'éducation de l'Université de Genève (1986) et docteur en histoire de l'Université de Paris IV (2006), il est spécialiste d'histoire de l'éducation et d'éducation comparée. Actuellement, il est ambassadeur du Portugal auprès de l'Unesco.

Courriel : novoa@reitoria.ul.pt

Xavier Pons est maître de conférences (HDR) à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC), chercheur au Laboratoire interdisciplinaire d'études du politique – Institut Hannah Arendt (EA 7373) et chercheur associé à l'Observatoire sociologique du changement (OSC-Sciences Po). Membre de plusieurs projets de recherche comparatifs depuis 2006, ses travaux de sociologie de l'action publique et des politiques éducatives portent principalement sur les transformations des modes de gouvernance des systèmes éducatifs, les réformes des administrations scolaires, les transformations des États éducateurs en Europe et les modes de structuration du débat public en éducation. Lauréat 2011 du Prix Jean-Claude Eicher pour le développement de la recherche en éducation, il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages sur ces thèmes. Il est rédacteur en chef de la Revue française de pédagogie.

Courriel : ponsx@wanadoo.fr

Patrick Rayou est professeur émérite en sciences de l'éducation à l'Université Paris 8, membre du centre interdisciplinaire de recherche « Culture, éducation, formation, travail » (CIRCEFT) et de l'équipe de recherche ESCOL (Éducation, scolarisation) qui étudie les inégalités sociales de réussite scolaire et la manière dont elles se construisent. Ses recherches se sont d'abord déployées dans le champ de la sociologie de l'enfance avant de s'orienter vers les champs de la formation et de la professionnalisation des enseignants et celui des inégalités d'apprentissage. Elles veulent contribuer à la constitution d'une socio-didactique qui s'intéresse simultanément aux enjeux cognitifs et sociaux des apprentissages scolaires.

Courriel : patrickrayou@gmail.com.

Alioune Sall est directeur exécutif de l'Institut des futurs africains, organisme non-gouvernemental et panafricain spécialisé en formation, recherche et analyses prospectives, qu'il a fondé en 2004 et qui est basé à Pretoria, en Afrique du Sud. Il compte de nombreuses communications présentées dans des conférences internationales consacrées au développement des pays du Sud ou à la démarche prospective, une vingtaine d'articles dans des revues scientifiques et des chapitres dans plusieurs livres.

Courriel : palosall@yahoo.fr.

Marie-José Sanselme a enseigné les lettres, avant d'être chargée de l'information à l'Association française d'action artistique (ministère des affaires étrangères) puis attachée culturelle à Tel-Aviv de 1994 à 1998. Elle a ensuite piloté les projets internationaux de la mission interministérielle 2000 en France avant de rejoindre, en 2001, France Éducation International en tant que rédactrice en chef adjointe de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*. Aujourd'hui ingénieure d'études hors classe, elle est en outre coresponsable d'une nouvelle collection, *Les Carnets de l'expertise*. Également scénariste (cinéma), elle est sollicitée pour participer à des projets d'enseignement et de recherche dans des institutions américaines et française.

Courriel : sanselme@ciep.fr.

Yannick Tenne est instituteur de formation et est devenu inspecteur du primaire en 1987, puis en 2001, inspecteur établissement et vie scolaire dans l'académie de Poitiers. Nommé inspecteur d'académie de la Haute-Loire en 2003. En 2012, il a intégré le cabinet de Vincent Peillon, ministre de l'éducation nationale et est devenu inspecteur général de l'éducation nationale en 2013 dans le groupe enseignement primaire, avant de rejoindre la direction du cabinet de George Pau-Langevin, ministre déléguée à la réussite éducative. Il a occupé le poste d'expert de haut niveau auprès du secrétaire général du ministère de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur pour diriger la mission de la politique de l'encadrement supérieur de 2014 à 2017. Il est inspecteur général de l'éducation nationale (IGEN) depuis septembre 2017.

Courriel : yannick.tenne@education.gouv.fr.

Jean-Pierre Véran est inspecteur d'académie (H), membre du comité de rédaction de la Revue internationale d'éducation de Sèvres et expert auprès du CIEP en coopération éducative. Il intervient sur les questions de gouvernance des organisations éducatives, de politiques éducatives et d'éducation aux médias et à l'information. Auteur de plusieurs ouvrages, il tient également un blog consacré à l'éducation sur Mediapart : <http://blogs.mediapart.fr/blog/jean-pierre-veran/>.

Courriel : jeanpierreveran2@gmail.com.

Jose Weinstein est sociologue, diplômé de l'Université du Chili et titulaire d'un doctorat en sociologie obtenu à l'Université Catholique de Louvain (Belgique). Il a été sous-secrétaire d'État à l'éducation (2000-2003) et le premier ministre de la culture du Chili (2003-2006). Il a créé et dirigé des programmes relatifs à l'amélioration de l'école et à l'épanouissement de la jeunesse. Son expérience et son expertise continuent d'être requises par des organisations internationales de premier plan. Il a publié plus de soixante articles ayant trait à l'éducation, à la pauvreté, à la jeunesse et à la culture dans différents ouvrages, rapports et revues scientifiques. Il dirige actuellement le Center for Development of School Leadership à l'Université Diego Portales, où il est également professeur titulaire. Ses travaux récents ont mis l'accent sur le développement de la direction des établissements scolaires et sur l'amélioration des capacités des écoles vulnérables.

Courriel : jose.weinstein@gmail.com.

LA REVUE INTERNATIONALE D'ÉDUCATION DE SÈVRES

Une revue dédiée aux enjeux des systèmes éducatifs

La *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, éditée par France Éducation international, le nouveau nom du CIEP, propose une approche internationale des grandes questions de politique éducative. Au rythme de **trois numéros par an**, elle met en perspective des analyses d'experts français et étrangers invités à réfléchir sur leur système éducatif. La variété des situations géographiques et la pluralité des disciplines représentées font d'elle un espace unique de réflexion sur les grands enjeux éducatifs actuels dans le monde. Les travaux d'expertise conduits par le CIEP prennent appui sur les études publiées dans la revue.

Depuis sa création en 1994, la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* a publié plus de **1000 auteurs** portant sur **110 pays**. Elle est lue dans près de **80 pays**. Elle s'appuie sur un comité de rédaction et sur un conseil scientifique international qu'elle réunit régulièrement.

Chaque numéro comporte un dossier thématique, coordonné par un expert invité, sur une question de politique éducative qui est traitée par des experts (chercheurs, praticiens, décideurs) d'une dizaine de pays. Des présentations de systèmes éducatifs et de réformes en cours à l'étranger, ainsi que des ressources bibliographiques complètent cet éclairage sur l'actualité éducative internationale.

Les numéros de la *Revue* sont disponibles en libre accès après 2 ans sur <https://journals.openedition.org/ries/>.

CATALOGUE

2020

- Réformer l'éducation (n°83, avril)

2019

- Les privatisations de l'éducation (n°82, décembre)
- La sanction en éducation (n°81, septembre)
- La pédagogie universitaire (n°80, avril)

2018

- Figures de l'éducation dans le monde (n°79, décembre)
- Accueillir tous les enfants à l'école : la question de l'inclusion (n°78, septembre)
- Conflits de vérités à l'école (n°77, mai)
- La fragmentation des systèmes scolaires nationaux (n°76, janvier)

2017

- Musique et éducation (n°75, septembre)
- Les enseignants débutants (n°74, avril)
- Ce que l'école enseigne à tous (n°73, janvier)

2016

- Confiance éducation et autorité (n°72, septembre)
- Formation professionnelle et employabilité (n°71, avril)

2015

- Les langues d'enseignement, un enjeu politique (n°70, décembre)
- L'éducation en Asie (n°68, avril)
- Pourquoi enseigner l'histoire (n°69, septembre)

2014

- Pédagogie et révolution numérique (n°67, décembre)
- L'école dans les médias (n°66, septembre)
- Le financement de l'éducation (n°65, avril)

2013

- Les espaces scolaires (n°64, décembre)
- L'école et la diversité des cultures (n°63, septembre)
- Les attentes éducatives des familles (n°62, avril)

2012

- Enseignement et littérature dans le monde (n°61, décembre)
- Le métier de chef d'établissement (n°60, septembre)
- Éducation et ruralités (n°59, avril)

2011

- Les ONG et l'éducation (n°58, décembre)
- Le plaisir et ennui à l'école (n°57, septembre)
- Le curriculum dans les politiques éducatives (n°56, avril)

2010

- Former des enseignants, (n°55, décembre)
- Palmarès et classements en éducation (n°54, septembre)

2008

- Quel avenir pour les études en sciences humaines ? (n°49, décembre)
- L'école et son contrôle (n°48, septembre)
- Enseigner les langues, un défi pour l'Europe (n°47, avril)

2007

- L'émergence d'une autre école (n°46, décembre)
- L'enseignement supérieur, une compétition mondiale ? (n°45, septembre)
- L'élève, futur citoyen (n°44, avril)

2006

- Que savent les élèves ? (n°43, décembre)
- L'éducation artistique (n°42, septembre)
- École primaire, école de base (n°41, avril)

2005

- L'éducation artistique dans le monde : débats et perspectives (n°40, décembre)
- La formation des élites (n°39, septembre)
- Les défis de l'orientation dans le monde (n°38, avril)

2004

- Diplômes et examens dans l'enseignement secondaire (n°37, décembre)
- École et religion (n°36, septembre)
- Décrochages et raccrochages scolaires (n°35, avril)

2003

- La formation professionnelle initiale : une question de société (n°34, décembre)
- L'enseignement des langues vivantes à l'étranger : enjeux et stratégies (n°33, septembre)
- Le processus de décision dans les systèmes éducatifs (n°32, avril)

2002

- Les parents et l'école (n°31, décembre)
- Le métier d'enseignant en Europe (n°30, septembre)
- L'élève aujourd'hui : façons d'apprendre (n°29, avril)

FRANCE ÉDUCATION INTERNATIONAL

Créé en 1945 sous le nom de Centre international d'études pédagogiques, France Éducation international, le nouveau nom du CIEP, est un opérateur du ministère de l'éducation nationale.

Ses missions, qui s'inscrivent dans le cadre des priorités du gouvernement en matière de coopération internationale, s'articulent autour de trois axes d'activités :

- La coopération dans les domaines de l'éducation, de la formation professionnelle et de la qualité de l'enseignement supérieur ;
- L'appui à la diffusion de la langue française dans le monde, par la formation de formateurs et de cadres éducatifs et par la délivrance de certifications en français ;
- La mobilité internationale des personnes, à travers des programmes d'échange d'assistants de langue et de professeurs ainsi que la délivrance d'attestations de comparabilité des diplômes étrangers.

Pour conduire ses actions, il s'appuie sur le savoir-faire d'une équipe de 250 personnes, ainsi que sur un réseau de plus de 1000 experts et de partenaires nationaux et internationaux.

Pour rester en contact avec France Éducation international : www.ciep.fr
Retrouvez nous sur [Facebook](#) | [Twitter](#) | [YouTube](#) | [LinkedIn](#) | [Instagram](#)